

DES HOMMES ET DES FEMMES FIERS DE PRENDRE LEUR AVENIR EN MAIN

À travers leurs productions, les paysans font vivre les territoires et les valorisent dans l'alimentation, saison après saison. Ils contribuent, au quotidien, à relever des défis majeurs : économie des territoires, emploi, défi alimentaire, développement durable... L'agriculture, en France, compte et continuera de compter !

Fiers de notre métier, nous avons des raisons d'avoir confiance en l'avenir : l'agriculture est un gisement de croissance, une solution, certainement pas un problème !

Pour saisir ces opportunités, l'agriculture dispose d'atouts essentiels :

1. Sa diversité

Notre avenir ne repose pas sur un modèle économique unique, mais sur une pluralité de marchés divers, segmentés et complémentaires : conventionnel, bio, appellations ou indications géographiques, proximité, transformation et filières longues, biomasse.... Cette diversité est notre richesse !

2. Les savoir-faire, les talents, le professionnalisme des femmes et des hommes ayant choisi ce métier

C'est sur ce socle solide que nous pouvons nous appuyer pour, ensemble, prendre notre avenir en main.

Mais pour que chaque agriculteur, quelle que soit la nature ou la taille de son exploitation, puisse tirer les bénéfices de ce potentiel de croissance, nous aurons de nombreux obstacles à surmonter. Il faudra agir pour ne pas subir. Il faudra se battre pour nous faire entendre et être écoutés.

Pour nous, à la FNSEA et à JA, se battre, c'est à la fois :

> manifester notre refus par des actions syndicales fortes quand les lignes rouges sont franchies, quand des décisions mettent en danger l'avenir de notre métier.

> et proposer des solutions pour que chacun d'entre nous puisse être acteur de cette croissance et en bénéficier.

Nous sommes le seul syndicalisme de solutions.

Critiquer, c'est bien ; proposer et construire c'est mieux !

C'est dans cet esprit, que nous proposons à tous les agriculteurs et agricultrices un projet pour les élections aux Chambres d'Agriculture. Un projet issu du travail de tous nos représentants départementaux et régionaux. Un projet destiné à orienter l'action des Chambres d'Agriculture, acteur majeur au service du développement agricole de nos territoires, durant les 6 prochaines années. Un projet qui porte l'ambition des femmes et des hommes fiers de prendre leur avenir en main.

I. NOTRE MÉTIER, C'EST PRODUIRE

La croissance démographique annoncée se traduira par un doublement de la demande alimentaire mondiale d'ici 2050. Avec la biomasse, l'agriculture dispose de cartes maîtresses pour produire de l'énergie renouvelable et capter le CO₂, clés de la lutte contre l'émission de gaz à effet de serre. Nous avons donc une chance et une obligation : produire pour nourrir le monde et répondre aux attentes plurielles des consommateurs.

Nous voulons inscrire résolument nos exploitations dans la croissance : une croissance durable - économique, sociale et environnementale - qui crée des emplois et qui ouvre des perspectives à long terme pour les producteurs, les territoires et la société. Pour y parvenir, certaines conditions devront être respectées : ce sont nos principales revendications, les priorités de nos actions syndicales.

1. Pour produire, il faut des politiques qui reconnaissent le rôle stratégique de l'agriculture

> L'hégémonie aveugle de l'OMC qui banalise le produit agricole et nie la souveraineté alimentaire des grandes régions du monde, la libéralisation débridée des marchés et leur financiarisation sans règle ne sont pas acceptables et doivent être combattues.

> La PAC doit retrouver de l'ambition et conserver son rôle régulateur pour les marchés agricoles au bénéfice des producteurs et des consommateurs aujourd'hui pénalisés par la dérégulation et la volatilité des prix et des revenus qui en résulte.

> Il est urgent que l'agriculture redevienne une priorité politique pour notre pays. La diversité de ses productions et de ses filières en font un atout stratégique pour notre économie en matière d'emplois, d'excédent commercial, de vie sur nos territoires. Sa capacité à être une solution pour relever le défi environnemental et climatique doit être reconnue.

2. Pour produire, il faut des jeunes qui s'installent

> Il est nécessaire de conforter notre modèle agricole basé sur des exploitations familiales, viables, vivables et transmissibles.

> Les futurs agriculteurs ont besoin d'une politique d'installation incitative et cohérente sur tous les territoires qui accompagne l'ensemble des porteurs de projets. Cette politique doit comporter un volet ambitieux d'accès au foncier facilité pour les jeunes. Dans cet esprit, il est nécessaire d'anticiper les transmissions d'exploitations.

> Il est surtout impératif de donner aux jeunes de la visibilité et des perspectives. La politique agricole doit être garante d'un cadre stable qui permette le développement de projets.

3. Pour produire, il faut revenir au bon sens en matière d'environnement

> Lorsque les mesures qui nous sont imposées, sont incohérentes sur le plan agronomique ou économique, sont sources de complexité aberrante et parfois même se télescopent les unes avec les autres, nous saurons faire connaître les lignes rouges qui pour nous sont

infranchissables. Oui, nous sommes résolument engagés pour que l'agriculture évolue, pour qu'elle produise plus et mieux. Non, l'agriculture ne sera pas le jardin récréatif dont certains rêvent.

> Il est urgent de remettre de l'intelligence et du pragmatisme dans les décisions politiques pour concilier performance économique et performance environnementale. La science agronomique, l'innovation et le progrès doivent être réhabilités.

> Osons affirmer haut et fort que les agriculteurs sont les premiers protecteurs de l'environnement : leurs engagements, leurs actions, leurs efforts de formation doivent être reconnus et encouragés.

4. Pour produire, il faut stopper le gaspillage des terres agricoles

> Perdre près de 100.000 ha par an, ce n'est plus acceptable ! Nous demandons des règles d'urbanisme qui respectent l'activité agricole.

> Nous devons être acteurs des décisions et systématiquement associés, avec toute la place qui nous revient dans les instances de gouvernance.

> Nous refusons catégoriquement la double peine de la compensation écologique. A l'artificialisation des terres agricoles par l'urbanisation et les grands travaux, il est inadmissible d'exiger en compensation d'autres espaces agricoles, au détriment de nos potentiels de production. Ce n'est pas à l'agriculture de payer le prix de l'aménagement du territoire.

> Nous affirmons que protéger le foncier agricole, c'est protéger la biodiversité.

5. Pour produire, il faut libérer les énergies et les projets

> Simplifier doit devenir un maître mot pour l'administration. L'empilement de mesures qui se chevauchent n'est plus supportable ; les délais d'instruction et de mise en œuvre doivent être réduits. Non aux contrôles tatillons qui ne tiennent pas compte de nos réalités quotidiennes !

> L'adaptation, la modernisation, l'investissement... bref la performance de nos exploitations doit être soutenue.

> Pour le développement des énergies renouvelables, nous exigeons un cadre stable et ambitieux.

II. NOTRE TRAVAIL, C'EST POUR UN REVENU

Doublement pénalisés par des prix volatils sur des marchés extrêmement concurrentiels et par des coûts de production qui s'envolent avec celui de l'alimentation animale et des intrants, nos revenus restent trop souvent insuffisants et plus que jamais instables. Agir pour notre revenu, c'est redonner de la valeur à notre métier.

1. Pas de revenu sans prix

> Les prix alimentaires ne peuvent pas être la variable d'ajustement du pouvoir d'achat des Français.

> Le niveau des prix alimentaires à la consommation ne peut varier indépendamment de la réalité des coûts de production des produits agricoles : le travail de l'Observatoire des prix et des marges doit être valorisé. L'accord du 3 mai 2011, initié par FNSEA et JA, et signé par les partenaires des filières animales, jusqu'à la distribution, marque une étape significative : il permet enfin d'organiser la négociation commerciale au vu de l'évolution des coûts de l'alimentation animale. Notre mobilisation est déterminante pour le rendre plus réactif, plus ambitieux, mieux appliqué.

> Un prix, ça se construit :

– Le rôle et la place des producteurs doivent être reconnus et affirmés dans les filières. Pour s'affirmer comme des partenaires à part entière dans les négociations de filières et ainsi « peser » davantage dans la construction des prix, leur capacité de négociation collective doit être renforcée.

– Le droit de la concurrence, qui favorise les acteurs en position dominante au détriment des plus faibles, doit évoluer pour permettre aux agriculteurs de s'organiser.

> Nous voulons une valeur ajoutée des filières mieux partagée au profit des producteurs par plus de transparence et de loyauté dans les relations commerciales avec les grandes surfaces. L'Etat doit en être le garant et sanctionner les pratiques abusives de la grande distribution.

2. Pas de revenu sans baisse des charges

> Dans un contexte de crise, nous agissons pour défendre les acquis obtenus par l'action syndicale FNSEA/JA : 3,8 milliards € d'allègements fiscaux et 1,3 milliards € d'exonérations de charges sociales par an.

> Nous refusons toute nouvelle charge plombant notre revenu ou créant de nouvelles distorsions de concurrence particulièrement au sein de l'Union Européenne.

> Avant toute nouvelle réglementation sociale, sanitaire ou environnementale, nous exigeons une évaluation de son impact économique et social.

3. Mettre en oeuvre des outils pour gérer nos risques et sécuriser notre revenu

> Les outils de gestion des risques sont plus que jamais indispensables. Nous devons pouvoir anticiper la survenance d'aléas économiques, sanitaires ou climatiques. Afin de gérer au mieux nos exploitations, nous avons besoin d'outils permettant de stabiliser ou lisser notre revenu, protéger notre entreprise contre les risques et assurer sa pérennité en cas de coup dur.

> Nous demandons une amélioration de la fiscalité tant pour financer les stocks à rotation lente mais aussi d'approvisionnement (dont le fourrage) que pour permettre la constitution de provisions pour gérer les risques et maintenir la valeur ajoutée. C'est indispensable dans le contexte actuel de volatilité des prix des matières premières.

4. Redonner de la compétitivité aux filières

> Pour lutter contre le dumping social au sein même de l'Union Européenne, et dans l'attente d'un SMIC européen, les filières agro alimentaires ont besoin d'une baisse du coût du travail pour maintenir l'emploi. Rappelons avec force que les filières agricoles et agro-alimentaires, c'est 3,5 millions d'actifs, le 2ème employeur de France !

> L'enjeu de la compétitivité, c'est aussi être plus innovant, plus conquérant, créer de la valeur ajoutée... A cette fin, nous demandons une politique ambitieuse de recherche, d'innovation, de développement et de formation.

> Une mobilisation dédiée de moyens financiers au profit des filières agro alimentaires est indispensable dans la banque publique d'investissement ou au sein de la caisse des dépôts et consignations.

III. BIEN VIVRE DANS NOS TERROIRES

Nous jouons un rôle déterminant dans le dynamisme rural. Nous restons la colonne vertébrale de la vie de nos territoires. Pourtant, de plus en plus fréquemment, nous ressentons une certaine défiance de la société. Défiance quant à nos pratiques, notamment. Nous avons également le sentiment d'être, comme tous les habitants des territoires ruraux, trop souvent considérés comme des citoyens de seconde zone dont les besoins en termes de santé, de services publics ou de nouvelles technologies seraient inférieurs aux autres Français. Sensibles aux conditions d'exercice de notre métier, mais aussi sensibles à notre relation avec nos concitoyens, nous revendiquons simplement d'être des citoyens comme les autres.

1. Les agriculteurs : des acteurs sur qui compter dans les territoires

> Nous participons à la gestion collective de la ressource en eau, à l'entretien des paysages, à la biodiversité... Notre rôle d'acteurs de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles doit être reconnu.

> L'agriculture, au-delà de la seule production, est source d'activités économiques et d'emploi sur tous les territoires : industries agro alimentaires, fournisseurs d'intrants et de matériel, prestations de services, tourisme, enseignement... Notre rôle d'acteurs de la vitalité économique des territoires et de l'emploi doit être reconnu.

> Nous participons à la vie de nos communes en nous impliquant dans leur gestion, en apportant des services et en participant à la vie culturelle et associative. Nous sommes également des interlocuteurs incontournables pour la gouvernance de nos territoires et de nos régions. Notre rôle d'acteurs dans la société, corps intermédiaire interlocuteur du monde politique, doit être reconnu.

2. Une indispensable égalité d'accès aux services en milieu rural

Donner toute leur chance aux habitants des territoires ruraux, c'est :

> Lutter contre les déserts médicaux : mise en place d'un système de péréquation entre les territoires surmédicalisés et ceux sous-médicalisés, développer les maisons de santé pluridisciplinaire, inciter les étudiants en médecine à s'engager à pratiquer en zone rurale, développer la télémédecine...

> Assurer d'ici 2015 le déploiement effectif du très haut débit pour les territoires qui n'y ont toujours pas accès.

> Soutenir les acteurs associatifs et professionnels qui jouent un rôle crucial d'animation en milieu rural dans le domaine de la petite enfance, de la culture, des loisirs et de l'éducation...

> Développer la mise en place de points multiservices qui offrent des services marchands (alimentation, presse, tabac...) et assurent des missions d'intérêt général (Agence postale).

> Encourager le développement de tous les types de transport pour relier la campagne à la ville (ferroviaire, bus, covoiturage...) afin qu'aucun habitant du monde rural ne reste isolé et que les enfants d'agriculteurs ne soient pas pénalisés dans leur cursus scolaire du seul fait de leur éloignement des collèges et lycées.

3. L'équité des droits sociaux

> La reconnaissance du rôle des femmes en agriculture est une priorité. Nous sommes fiers d'avoir initié le changement de règles du scrutin aux élections « chambres » leur permettant une meilleure représentation. Nous poursuivrons notre combat en faveur de l'accès des conjoints aux droits économiques. Après avoir obtenu qu'ils puissent bénéficier de la retraite complémentaire obligatoire, nous revendiquerons la mise en place des droits gratuits de retraite, juste reconnaissance du travail effectué dans les exploitations.

> L'objectif d'une retraite minimale à 75% du SMIC n'est toujours pas atteint. C'est insupportable, alors même que ce minimum est prévu par la loi... Comme tous les assurés sociaux, notre retraite doit être calculée sur les 25 meilleures années et non plus sur la totalité de notre carrière.

> Comme pour tous les autres secteurs d'activité, un régime d'indemnités journalières pour les agriculteurs, au titre de la maladie et des accidents de la vie privée, est indispensable.

> La santé et la sécurité des femmes et des hommes qui travaillent en agriculture est un sujet primordial. Les politiques de formation et de prévention contre les risques inhérents à nos métiers sont à conforter et à développer.

NOUS RÉAFIRMONS LES VALEURS ET L'ENGAGEMENT SYNDICALISME FNSEA/JA

Des femmes et des hommes qui s'engagent
au quotidien pour leurs pairs,
Qui se rassemblent dans la solidarité,
Qui agissent avec pragmatisme et efficacité
au service de leur profession,
Qui accompagnent les agriculteurs dans
leurs projets, leurs difficultés et les changements,
Qui apportent des solutions.

FNSEA et JA, nous sommes porteurs
d'un projet au service de femmes et d'hommes,
fiers de prendre leur avenir en main,
fiers de leur métier.

FNSEA/JA : UN SYNDICALISME DE SOLUTIONS